



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale pour l'extension d'une carrière de
sables et graviers exploitée par la société Granulats Vicat SAS sur la commune de CARBONNE**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du
Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 février 2007 modifié relatif aux conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 modifié relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 portant autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers au profit de la société GRANULATS VICAT sur le territoire de la commune de CARBONNE aux lieux-dits « Barès, Cazeneuve, Laveran d'en Haut et le Bioué » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2024 approuvant le schéma régional des carrières de la région Occitanie ;

Vu la demande du 28 mars 2024 modifiée déposée par la société Granulats Vicat SAS en vu d'étendre sur une surface de 18ha 7a l'activité de la carrière de sables et graviers qu'elle exploite au lieu dit "Bares" sur le territoire de la commune de CARBONNE ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis du Conseil National de Protection de la Nature du 6 septembre 2024 ;

Vu la décision du 30 septembre 2025 du président du tribunal administratif de Toulouse, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'organisation d'une enquête publique ordonné par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 pour une durée de 31 jours du 12 novembre 2025 au 12 décembre 2025 inclus sur le territoire des communes de LAFITTE-VIGORDANE, PEYSSIES, RIEUX-VOLVESTRE, SAINT-ELIX-LE-CHÂTEAU ET SALLES-SUR-GARONNE ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication du 28 octobre 2025, du 13 novembre 2025, du 29 octobre 2025 et du 12 novembre 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de CARBONNE, SALLES SUR GARONNE et LAFITTE-VIGORDANE ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions du 3 avril 2026 de l'inspection des installations classées ;

Considérant la nature du projet qui prévoit une extension du périmètre d'exploitation sur une superficie de 18 ha 7a dans la continuité d'une exploitation autorisée pour une superficie totale de 73 ha 9 a ;

Considérant que les quantités extraites ainsi que la durée de l'autorisation ne sont pas modifiées par rapport à celles autorisées dans l'arrêté du 21 juillet 2016 susvisé et donc que la principale modification à la carrière initiale constitue une augmentation du périmètre autorisé et exploité ;

Considérant la localisation du projet :

- en dehors de tout périmètre de protection de captage pour l'alimentation en eau potable ;
- en dehors de tout périmètre de protection ou d'enjeux paysagers ou patrimoniaux ;
- dans la continuité de zones déjà exploitées ;

Considérant que la demande de dérogation concerne 24 espèces de faune protégée (17 oiseaux, 2 amphibiens, 4 reptiles, 1 mammifère terrestre), et porte sur la destruction, la perturbation intentionnelle de spécimens, ainsi que sur la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de ces espèces ;

Considérant que le projet d'exploitation de la carrière Granulats Vicat de Barès répond à une raison impérieuse d'intérêt public majeur, au sens de l'article L.411-2 du Code de l'environnement, en ce qu'il contribue à l'approvisionnement local et pérenne en matériaux indispensables aux besoins du territoire, notamment pour la réalisation et l'entretien des infrastructures publiques, des opérations de construction et d'aménagement, ainsi qu'à la mise en œuvre des politiques publiques en matière de logement, de mobilité et de transition écologique ;

Considérant en outre que le projet présente un intérêt socio-économique avéré, tant par le maintien et la création d'emplois directs et indirects que par la contribution à l'activité économique locale, et qu'il répond à un besoin identifié à l'échelle pertinente du bassin d'approvisionnement ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement, le porteur de projet a étudié les solutions alternatives raisonnables, tant en termes de localisation que de modalités d'exploitation, et que ces analyses ont permis d'écarter les autres options envisagées en raison de contraintes techniques, géologiques, environnementales, foncières ou économiques majeures ;

Considérant que le site retenu correspond au meilleur compromis environnemental, au regard des enjeux identifiés, et que le projet a été conçu en intégrant des mesures d'évitement, de réduction et de compensation permettant de limiter au maximum ses incidences sur les espèces protégées et leurs habitats ;

Considérant que les mesures pour éviter, réduire et compenser les impacts du projet sur les espèces protégées proposées dans le dossier de demande de dérogation sont reprises et complétées à l'article 5 ;

Considérant les mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de compensation des impacts sur les espèces protégées d'une part, les mesures d'accompagnement et de suivi des mesures d'autre part, que le maître d'ouvrage s'engage à mettre en œuvre dans le cadre de ce projet ;

Considérant que, dans ces conditions, la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant que la demande de dérogation aux interdictions relatives aux espèces protégées fait partie des catégories de décisions visées à l'article L181-2 du code de l'environnement qui composent l'autorisation environnementale prévue à l'article L181-1 ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance du demandeur par courriel du 24 avril 2026 ;

Considérant la réponse de l'exploitation par courriel du 5 mai 2026 dans lequel il n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,

Arrête :

Art. 1^{er} : La société Granulats Vicat SAS dont le siège social est situé à 4 rue Aristide Bergès – Les Trois Vallons – 38080 L'ISLE-D'ABEAU – SIRET 768 200255 00091, est autorisée à étendre l'activité de la carrière de sables et graviers qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CARBONNE, autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juillet 2016 susvisé, dans les conditions des articles suivants du présent arrêté. ;

L'article 2 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 est modifié par les dispositions suivantes :

Les activités exercées sur le site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

Numéro de la nomenclature	Nature de l'activité	Critères de classement	Critères propres à l'installation projetée	Soumise à
2510-1	Exploitation de carrière	/	Superficie autorisée : 73ha 87a Production moyenne : 500 000 t/an Production maximale : 800 000 t/an	Autorisation

Les activités exercées sur le site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature Loi sur l'eau :

Numéro de la nomenclature	Nature de l'activité	Critères de classement	Critères propres à l'installation projetée	Soumise à
1.3.1.0	Ouvrages, installations, travaux permettant un	Capacité ≥ 8 m ³ /h → Autorisation	Capacité : 60 m ³ /h	Autorisation

	prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L211-2.	Capacité < 8 m ³ /h → Déclaration		
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non.	Superficie ≥ 3 ha → Autorisation 0,1 ha ≤ Superficie < 3 ha → Déclaration	Superficie : 26,5 ha	Autorisation

Art. 2 : Le parcellaire visé à l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 susvisé est complété par le parcellaire suivant :

COMMUNE	LIEUX DITS	SECTION	NUMÉRO DE PARCELLE	CONTENANCE CADASTRALE	CONTENANCE SOLLICITÉE
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	3	3705	3705
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	4	3845	3845
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	5	7674	7674
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	6	1890	1890
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	7	6319	6319
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	8	3929	3929
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	10 pp	46500	22055
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	73	9997	9997
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	74	3392	3392
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	75	11343	11343
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	76	2410	2410
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	77	2862	2862
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	78	6272	6272
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	79	11075	11075
CARBONNE	Laveran d'en Haut	F	1848 pp	2456	1015
CARBONNE	Cazeneuve	F	82 pp	4011	3430
CARBONNE	Cazeneuve	F	83 pp	1788	1570
CARBONNE	Cazeneuve	F	84 pp	1966	1845
CARBONNE	Cazeneuve	F	85 pp	3850	3815
CARBONNE	Cazeneuve	F	86	3884	3884
CARBONNE	Cazeneuve	F	87	5662	5662

COMMUNE	LIEUX DITS	SECTION	NUMÉRO DE PARCELLE	CONTENANCE CADASTRALE	CONTENANCE SOLLICITÉE
CARBONNE	Cazeneuve	F	88	1168	1168
CARBONNE	Cazeneuve	F	89	5215	5215
CARBONNE	Cazeneuve	F	90	4424	4424
CARBONNE	Cazeneuve	F	91	3026	3026
CARBONNE	Cazeneuve	F	92	7954	7954
CARBONNE	Cazeneuve	F	93	8075	8075
CARBONNE	Cazeneuve	F	1849	2641	2641
CARBONNE	Cazeneuve	F	1852	1754	1754
CARBONNE	Le Bioué	F	98 pp	4178	2440
CARBONNE	Le Bioué	F	99 pp	4739	3040
CARBONNE	Le Bioué	F	100 pp	2602	1730
CARBONNE	Le Bioué	F	101 pp	2369	1650
CARBONNE	Le Bioué	F	102 pp	9760	6895
CARBONNE	Le Bioué	F	103 pp	29371	22215
CARBONNE	Le Bioué	F	1851 pp	2145	1515

Art. 3 : L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté.

Art. 4 : Les dispositions de l'article 9.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 4.1 - Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place, sur et aux alentours de son site, et notamment au niveau de la zone remblayée avec des matériaux inertes extérieurs, les mesures de surveillance afin d'assurer le contrôle des risques de migration de polluants dans les eaux souterraines ainsi que le contrôle des niveaux d'eau des eaux souterraines.

Art. 4.1.1 : Composition et implantation du réseau de surveillance

Le dispositif de suivi est constitué a minima des points de contrôle suivants :

- 3 piézomètres de contrôle sont implantés en aval des zones de remblaiement avec des matériaux inertes extérieurs ;
- 2 piézomètres de contrôle sont implantés en amont des zones de remblaiement avec des matériaux inertes extérieurs ;
- 1 piézomètre est implanté en amont hydraulique du site.

Ce réseau est complété autant que nécessaire afin d'assurer un suivi représentatif des eaux souterraines aussi bien du point de vu qualitatif que quantitatif.

Le positionnement de ces points de contrôles est défini par un hydrogéologue compétent dont le choix est soumis à la validation de l'inspection des installations classées.

Les points de contrôle sont réalisés, équipés et exploités conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié susvisé ou de tout nouveau texte s'y substituant.

Les points de contrôle sont protégés des pollutions accidentelles et des chocs par des dispositifs adaptés. Les têtes des puits sont cadenassées. L'entretien des terrains permet de localiser facilement les ouvrages.

Art. 4.1.2 : Repérage et déclaration du réseau de surveillance

Les points de contrôle sont nivelés (altitude Z suivant NGF) et géoréférencés (coordonnées (X,Y) Lambert II) et font l'objet d'une déclaration au service compétent pour attribution d'un code national du point d'eau par la BSS (Banque de données du sous-sol). Cette déclaration comportera notamment les coordonnées géographiques et altimétriques X, Y & Z précitées, les numéros des parcelles d'implantation, les profondeurs, les coupes géologiques et les caractéristiques des ouvrages réalisés.

Elle sera complétée d'un plan ou d'une carte d'implantation avec indication de l'échelle, des limites de propriété du site, de l'emplacement et de l'identification des points de surveillance, des sens d'écoulement locaux des eaux souterraines et des cours d'eaux ou plans d'eau susceptibles d'être en relation avec les eaux souterraines.

Une copie de cette déclaration sera adressée à l'inspection des installations classées.

Art. 4.2 - Exécution des opérations de surveillance des eaux souterraines

Art. 4.2.1 : Lancement et périodicité

Les prélèvements sont réalisés au moins trimestriellement sur chacun des points de contrôles. Afin d'assurer une répartition régulière des campagnes de prélèvements, l'intervalle entre chaque campagne de prélèvements ne doit pas excéder 4 mois.

Les hauteurs d'eau sont mesurées mensuellement sur chacun des points de contrôles et au niveau des plans d'eau.

Art. 4.2.2 : Conditions générales de prélèvement

Les prélèvements et analyses sont effectués par un organisme indépendant de l'exploitant.

Lors de chaque campagne de prélèvements, l'organisme procédant aux prélèvements relève les hauteurs d'eau dans chaque piézomètre.

Si, malgré la présence d'eau, le prélèvement dans un point de contrôle ne peut s'effectuer dans de bonnes conditions, notamment pour cause de faible productivité de l'aquifère, il convient, avant de renoncer à l'utilisation de ce point de contrôle, lors de la campagne de prélèvements, de vérifier s'il est possible de mettre en place un dispositif permettant de rétablir des conditions favorables de prélèvement. La réalisation d'un tel dispositif ne doit pas altérer la conformité de l'ouvrage aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié susvisé.

Art. 4.2.3 : Paramètres et substances à doser

Semestriellement en période de hautes eaux et de basses eaux, des analyses sur l'ensemble des piézomètres dosent les paramètres physico-chimiques généraux (pH, conductivité, taux d'oxygène) ainsi que les paramètres et substances suivants :

- **COT** (code sandre 1841), **DCO** (code sandre 1314),
- **sulfates** (code sandre 1338), **chlorures** (code sandre 1337) , **fluorures** (code sandre 7073), **Indice phénols** (code sandre 1440), ;
- **hydrocarbures totaux** (code sandre 7009), **HAP** (code sandre 7088) ,
- **benzène** (code sandre 1114), **toluène** (code sandre 1278), **éthylbenzène** (code sandre 1497) et **xylènes** (code sandre 1780), **PCB** (code sandre 7431);
- **manganèse** (code sandre 1394), **aluminium** (code sandre 1370), **fer total** (code sandre 1393),
- Métaux lourds : **Arsenic** (code sandre 1369), **Baryum** (code sandre 1396), **Cadmium** (code sandre 1388), **Cr total** (code sandre 1389), **Cuivre** (code sandre 1392), **Mercur**e (code sandre 1387), **Molybdène** (code sandre 1395), **Nickel** (code sandre 1386), **Plomb** (code sandre 1382), **Antimoine** (code sandre 1376), **Sélénium** (code sandre 1385), **Zinc** (code sandre 1383).

Les prélèvements sont effectués par un organisme indépendant de l'exploitant. Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé pour l'ensemble des paramètres analysés.

Art. 4.2.4 : Méthodes et normes d'analyse

Pour chacun des paramètres dosés, la norme utilisée doit être en priorité une norme EN, ISO ou NF. A défaut, l'exploitant doit justifier le choix de la norme (DIN, US EPA, etc.) utilisée et être en mesure d'en fournir une copie en cas de demande de l'inspection des installations classées.

Pour chacun des paramètres dosés la méthode analytique retenue doit permettre d'atteindre une limite de détection et un seuil de quantification du paramètre analysé se situant le plus en dessous possible des valeurs limites réglementaires et des valeurs guides existantes.

Art. 4.3 - Rendu et transmission des résultats de surveillance

A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, dès réception des résultats des prélèvements et des analyses et sans que les délais de transmission n'excèdent 2 mois après la fin de la campagne de prélèvements, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un rapport rassemblant les résultats de prélèvements et d'analyses.

Ce rapport comporte les éléments suivants :

Art. 4.3.1 : Niveau de la nappe

Les hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance, ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF).

La mention de l'absence ou de l'insuffisance d'eau dans les ouvrages à sec lors des prélèvements.

La carte piézométrique propre à la campagne de surveillance montrant le tracé des sens locaux d'écoulement de la nappe au moment des mesures des hauteurs d'eaux souterraines.

L'exploitant réalise annuellement une comparaison des niveaux piézométriques relevés avec les niveaux piézométriques projetés de son dossier de demande d'extension.

En cas d'écart, l'exploitant propose des mesures correctives à l'inspection des installations classées.

Art. 4.3.2 : Méthodologie et normes

La description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons.

L'indication des normes en vigueur utilisées lors des opérations de prélèvement et d'analyse.

Art. 4.3.3 : Résultats d'analyse et comparaison

Les résultats des analyses sont comparés pour chaque paramètre entre les valeurs relevées en amont hydraulique des zones remblayées et les valeurs relevées en aval hydraulique de ces dernières. Ces résultats sont, à titre indicatif, comparés aux valeurs guide environnementales définies par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 ou aux valeurs d'eaux potables définies par l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007.

Art. 4.3.4 : Commentaires et actions de l'exploitant

L'exploitant prend connaissance des résultats d'analyse et de leur comparaison aux valeurs citées à l'article 4.3.3 ci-dessus et les transmet à l'inspection assortis de ses propres commentaires et propositions. En particulier si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe la préfecture de la Haute-Garonne et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

L'inspection des installations classées pourra notamment demander au vu des résultats des campagnes de surveillance à l'exploitant :

- que certaines campagnes de surveillance incluent épisodiquement des points de contrôle supplémentaires (notamment les puits situés en aval hydraulique) à ceux définis à l'article 4.1.1 ci-dessus et/ou des paramètres supplémentaires à ceux définis à l'article 4.2.3 ci-dessus ;
- la réalisation de campagnes ponctuelles de surveillance supplémentaires.

Art. 4.3.5 : Bilan quadriennal

Au terme de quatre années de surveillance de la qualité des eaux souterraines, un bilan quadriennal est réalisé. Ce bilan :

- récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique ;
- se prononce sur la nécessité de réviser l'étude hydrogéologique initiale, en fonction des évolutions du contexte et des enjeux.

Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées.

Le bilan quadriennal et, le cas échéant, l'étude hydrogéologique révisée et le nouveau plan de surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées.

Tout arrêt ou modification du plan de surveillance est conditionné à un avis de l'inspection des installations classées.

Art. 5 : Prescriptions particulières relatives à la dérogation au titre des espèces et habitats protégés

L'article 15.4 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 modifié susvisé est remplacé par les dispositions du présent arrêté relatives à la biodiversité et aux espèces protégées.

Art. 5.1 - Nature de la dérogation

Le bénéficiaire susvisé à l'article 1 du présent arrêté est autorisé à déroger à l'interdiction de détruire et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées, et à l'interdiction de détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou aires de repos d'espèces animales protégées dans le cadre du projet tel que décrit dans le dossier de demande sus-visé.

La dérogation à l'interdiction de détruire et perturber intentionnellement les individus, détruire ou altérer les habitats des espèces protégées est accordée en application de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, aux conditions détaillées ci-après, pour les espèces listées en annexe 3.

Le périmètre concerné par la dérogation espèces protégées est celui défini en annexe 3.

Engagements du bénéficiaire :

La présente dérogation est délivrée sous réserve du respect, par le bénéficiaire, des engagements présentés dans son dossier de demande de dérogation (repris en annexe du présent arrêté), précisés ou complétés, le cas échéant, par les prescriptions des articles du présent arrêté.

Art. 5.2 - Mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de suivi

Afin d'éviter et de réduire au maximum les impacts des travaux et de l'exploitation sur les espèces de faune et de flore protégées et plus largement sur les habitats d'espèces protégées, la dérogation délivrée à la société Granulats Vicat SAS et l'ensemble de ses prestataires engagés dans les travaux et l'exploitation de la carrière est subordonnée à la mise en œuvre des mesures d'évitement (ME), de réduction (MR), d'accompagnement (MA) et de suivi (MS) suivantes, détaillées en annexe 4.

Numéro de la mesure	Intitulé de la mesure	Phase concernée
Mesures d'évitement		
ME1	Évitement des alignements d'arbres	Amont

Mesures de réduction		
MR1	Adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces	Travaux
MR2	Gestion des espèces invasives	Travaux / Exploitation
MR3	Protection des nichées d'Oedicnème criard	Travaux
MR4	Création d'hibernaculum pour les lézards et ophidiens	Post travaux
MR5	Modalités de réaménagement du site et aménagement d'une zone de quiétude	Post travaux
Mesures d'accompagnement		
MA1	Accompagnement écologique en phase travaux	Travaux
Mesures de suivi		
MS1	Suivi des populations d'Oedicnème criard et des rapaces	Post travaux

Le bénéficiaire informe le service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL (dbo.de.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr) du démarrage de travaux au moins une semaine avant leur commencement. En cas d'interruption temporaire du chantier ou de réalisation en plusieurs phases, le bénéficiaire doit informer ce service avant toute reprise des travaux.

Une semaine avant le début des travaux, le bénéficiaire transmet à la DREAL un rapport synthétique décrivant les modalités de mise en œuvre des mesures d'évitement de réduction et d'accompagnement de manière opérationnelle et précise, en termes de localisation et de calendrier. Ce rapport synthétique comporte notamment une carte précise et complète des zones à enjeux écologiques ne devant pas être dégradés en phase travaux et des modalités de leur mise en défens.

Un bilan annuel des suivis environnementaux concernant la mise en œuvre des mesures environnementales sera adressé au service Biodiversité de la DREAL Occitanie. Ce bilan comprendra également, lorsque nécessaire au vu des mesures concernées, les rapports ou comptes rendus afférents.

Art. 5.3 - Mesures de compensation

Afin de compenser les impacts résiduels des travaux et de l'exploitation sur les espèces de faune et de flore protégées et plus largement sur le milieu naturel, la dérogation délivrée à la société Granulats Vicat SAS et l'ensemble de ses prestataires engagés dans les travaux et l'exploitation de la carrière est subordonnée à la mise en œuvre des mesures de compensation d'impacts suivantes, détaillées en annexe 4.

Numéro de la mesure	Intitulé de la mesure	Durée
Mesures de compensation		
MC1	Mise en place d'une bande de nidification favorable à l'oedicnème criard	exploitation
MC2	Mesure compensatoire pour les rapaces et oiseaux	Exploitation

Les mesures sont mises en œuvre sur les parcelles des sites suivants et sont mises en œuvre sur la durée de l'exploitation.

Le bénéficiaire doit disposer de la maîtrise foncière de ces parcelles avant le démarrage des travaux.

Le financement des mesures compensatoires et leur suivi est à la charge de bénéficiaire et ne peut être substitué par des financements de politiques publiques (ex : Natura 2000, MAEC).

Art. 5.4 - Cartographie des mesures de gestion compensatoire

Le bénéficiaire transmet au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL Occitanie avant le début des travaux, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L. 163-5 du code de l'environnement. Il fournit le fichier au format.zip des mesures compensatoires (incluant la compression des fichiers .shx,.shp,.dbf,.prj,.qpj), issu du fichier gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Occitanie (<https://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/geomce-systeme-national-d-information-geographique-a24617.html>).

Les mesures compensatoires sont à verser dans démarches simplifiées sur le lien suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/dreal-occitanie-declaration-des-donnees-environnementales-projet-amenagement-derogationespecesprotegees>

Numéro du projet : 2024-06-40x-01018

Numéro de la demande : 2024-01018-041-001

Une mise à jour des données de géolocalisation des mesures compensatoires est fournie par le pétitionnaire au terme de la réalisation des mesures compensatoires prescrites. Les actualisations éventuelles relatives à la géolocalisation des sites sont assurées par le bénéficiaire et au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL Occitanie.

Art. 5.5 - Transmission des données environnementales

Les couches SIG des mesures ainsi que des emprises travaux sont transmises au service en charge de la biodiversité au sein de la DREAL Occitanie en format compatible QGIS avant le début des travaux.

Les données brutes recueillies lors de l'état initial et des suivis sont transmises aux gestionnaires du réseau du Système d'Information sur la Nature et les Paysages (SINP) en Occitanie et au Conservatoire Botanique National de Midi Pyrénées (CBNPMP) en utilisant un format informatique d'échange permettant leur intégration dans les bases de données existantes.

Art. 5.6 - Modifications ou adaptations des mesures

Toute modification apportée par le bénéficiaire à la réalisation des travaux de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de dérogation au titre des espèces protégées doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du service en charge de la

biodiversité au sein de la DREAL. Il pourra édicter de nouvelles prescriptions à l'occasion de cette demande de modification de la part du bénéficiaire.

Tous les éléments nécessaires pour préciser les engagements du dossier de demande de dérogation et les prescriptions du présent arrêté sont validés conjointement par le bénéficiaire et l'État.

Il en est de même pour toute modification des mesures visant à éviter, réduire et compenser les impacts sur les espèces protégées prévues par le présent arrêté ainsi que pour les mesures d'accompagnement et de suivi.

Art. 5.7 - Contrôle des mesures environnementales

La mise en œuvre des mesures environnementales fait l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L. 415-3 du code de l'environnement. Ces agents et ceux des services mentionnés au point 12.4 du présent arrêté ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander la communication de toute pièce utile au contrôle.

Le non-respect de la bonne mise en œuvre des prescriptions environnementales énumérées à l'article 6 « prescriptions particulières relatives à la dérogation au titre des espèces et habitats protégés » et aux annexes 3 et 4 est puni des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

L'exploitant met en place sur son site un protocole de gestion des plantes invasives. Ce dernier est transmis sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour avis à la DDT de la Haute-Garonne ainsi qu'à l'Office Français de la Biodiversité.

Art. 6 : Modalités de remblaiement du site à l'aide de matériaux inertes

Les dispositions de l'article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Notamment le remblayage avec les fines de décantation est effectué hors d'eau.

Les remblaiements sont réalisés avec des matériaux non commercialisables de découverte et d'exploitation ainsi que des apports de matériaux extérieurs à hauteur de 150 000 tonnes/an.

Art. 6.1 - matériaux acceptés en remblaiement

Les matériaux acceptés en remblaiement sont limités à ceux répondant aux codes déchets suivants :

- 17 05 04 : Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses
- 20 02 02 : Terres et pierres

en ce qu'ils respectent la définition réglementaire d'un déchet inerte telle que présentée à l'article R.541-8 du code de l'environnement et qu'ils ne présentent pas un caractère recyclable.

La présence d'autres matériaux inertes en quantité résiduelle au sein des lots acceptés en remblaiement est tolérée sous réserve que l'exploitant démontre que les lots acceptés aient bien fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

Les déchets répondants aux codes 17 01 02 « Briques » et 17 02 03 « Tuiles et céramiques » peuvent être acceptées pour être utilisés pour réaliser des drains, viabiliser ou conforter des pistes et accès.

Les déchets visés ci-dessus devront également répondre aux caractéristiques suivantes :

- ne pas être liquide et présenter une siccité minimum de 70 % ;
- ne pas avoir un pH supérieur à 9,5 ;
- ne pas présenter une température supérieure à 60°C ;
- ne pas être non pelletable ou pulvérulent.

Les matériaux présentant un caractère recyclable devront être triés et recyclés sur site ou orientés vers une filière de recyclage autorisée.

Les terres et sédiments excavés extérieurs répondent aux critères de qualité fixés à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé.

L'acceptation de matériaux répondant aux caractéristiques fixées à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé est interdite.

Art. 6.2 - Acceptation préalable

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

Pour chaque déchet ou lot de déchet inerte, l'exploitant fait remplir par le producteur en amont de la première livraison un document d'acceptation préalable contenant les indications suivantes :

- Concernant la date d'entrée dans l'installation :
 - la date prévue de la première livraison ;
- Concernant la dénomination, nature et quantité :
 - la dénomination usuelle des déchets inertes et/ou des terres excavées et sédiments ainsi que le code au regard de l'[article R. 541-7 du code de l'environnement](#) ;
 - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
 - la quantité de déchets inertes et/ou de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;
- Concernant l'origine et le transport des déchets et/ou des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial. En cas de regroupement préalable sur une plateforme de tri/transit/regroupement, ces informations sont à fournir pour chaque producteur du lot ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets et/ou terres excavées et sédiments ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement ;

Les documents d'acceptation préalables pour les déchets et/ou terres et sédiments excavés provenant de terrains potentiellement pollués (SIS, curage de fossés,...) sont systématiquement accompagnés d'analyses permettant d'attester de leur caractère inerte. À défaut, un refus est opposé au demandeur.

Les documents d'acceptation préalables sont vérifiés et validés par une ou des personnes compétentes ayant les connaissances nécessaires pour effectuer cette validation. Ces personnes sont nommément désignées par l'exploitant. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justifications de la compétence de la ou des personnes désignées.

Art. 6.3 - Réception des déchets

Lors de l'arrivée sur site des déchets inertes, ces derniers font l'objet d'un contrôle visuel et documentaire au niveau du pont bascule. Tout chargement non accompagné des documents visés ci-dessus est refusé.

Le contrôle visuel est assuré par une ou des caméras permettant d'avoir une vue sur l'ensemble du chargement.

Lors du contrôle documentaire, l'agent en charge de l'accueil des déchets inertes vérifie la cohérence entre le document d'acceptation préalable, le bon de livraison et la nature du chargement (code déchet, provenance, nature du déchet,...).

L'agent en charge de l'accueil des déchets au niveau du pont bascule oriente ensuite le chargement vers une plateforme de déchargement aménagée pour permettre un second contrôle visuel. La plateforme de déchargement est équipée d'une benne permettant de collecter la fraction infime de déchets non inertes présente dans les chargements.

En cas de présence de quantités importantes de déchets non autorisés dans un chargement, ce dernier est refusé. Tous les refus sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

La mise en remblais directe des chargements est interdite.

Art. 6.4 - Traçabilité

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et, le cas échéant, le motif de refus d'admission ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Pour l'application de cette mesure de traçabilité, qui s'applique aux remblais acceptés comme à ceux qui sont refusés, la mise à disposition de supports informatiques facilitant les échanges et la transmission en direction de l'inspection des installations classées sera priorisée.

L'exploitant renseigne en application des articles R.541-3 et R.541-3-1 du code de l'environnement le registre national des terres excavées et sédiments avec les éléments définis par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Art. 6.5 - Formation

Les personnels chargés des contrôles devront se consacrer prioritairement à l'acceptation des chargements. Ils recevront une formation conséquente leur permettant d'apprécier aisément si le matériau est acceptable ou non.

Pour ce faire, chaque agent en charge de l'acceptation et de la réception des déchets inertes reçoit une formation portant à minima sur les points suivants :

- conséquences d'une pollution des eaux souterraines (risque pour la santé humaine, pollution difficile à traiter pouvant se propager sur une large zone en sous-sol, risque de pollution de puits d'alimentation en eau potable, de puits pour l'arrosage des cultures, ...);
- importance et obligation du contrôle visuel des matériaux à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régilage des matériaux afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- interdiction de déversement direct du chargement dans la zone de remblaiement sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant ;
- aux matériaux interdits en remblaiement ;
- aux consignes sur les matériaux acceptables définies par l'exploitant. Les matériaux extérieurs proviennent principalement des centres de transit et de tri appartenant au même groupe que la carrière.

L'exploitant annexe à ses documents d'exploitation les attestations de stages de formation professionnelle de ses agents chargés du contrôle et de l'acceptation des chargements d'inertes destinés au remblaiement.

Cette formation doit être renouvelée annuellement.

Art. 6.6 - Affichage

L'exploitant met en place les affichages suivants :

- panneau à l'entrée du site précisant les matériaux admissibles en remblais et la consigne de se présenter en premier lieu au pont-bascule ;
- signalisation par des panneaux du chemin d'accès à la zone de déchargement des remblais depuis le pont-bascule et délimitation claire de la zone de déchargement par des panneaux solides et bien visibles.

Art. 7 : Remise en état

Les dispositions de l'article 16.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La remise en état doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et est conforme au plan de remise en état final figurant en annexe 2.

La remise en état est effectuée concomitamment à l'exploitation et vise deux usages futurs :

- un usage à vocation naturelle et écologique au nord du site avec :
 - aménagement des berges et de la morphologie du plan d'eau avec la création de hauts fonds favorable à la végétation hydrophile et à certaines espèces aquatiques, en particulier aux batraciens ;
 - alternance de berges enherbées en pente douce et à pente plus accentuée favorisant la diversité morphologique du milieu ;
 - création de zones humides et de mares ;
 - plantation d'arbres sur le pourtour du lac afin de recréer une mosaïque de milieux boisés et arbustifs. Les essences plantées sont choisies en concertation avec les services biodiversité de la DREAL et de la DDT de la Haute-Garonne ;
- un usage à vocation agricole au sud du site permettant le retour à l'agriculture d'une surface de 22 ha. La remise en état de cette partie du site fait l'objet d'une étude agronomique permettant de définir la méthode la plus propice à un retour en culture (épaisseur de la couche finale de terre, méthode de travail en profondeur,...). Cette étude est menée en concertation avec les services de la DDT de la Haute-Garonne et la chambre d'agriculture.

Un suivi annuel naturaliste est effectué sur la zone nord pendant une période de 5 ans après la remise en état.

Un suivi annuel agronomique est effectué sur les parcelles remises en culture pendant une période de 5 ans.

En fin d'exploitation, le maître d'ouvrage dépose un dossier à connaissance auprès de la DDT de la Haute-Garonne - service police de l'eau - en vue de l'établissement d'un règlement d'eau et de l'obtention d'une autorisation au titre de la loi sur l'eau (rubrique 3.2.3.0 sous le régime de l'autorisation) pour la création du plan d'eau prévue dans le cadre de la remise en état du site de la carrière.

Art. 8 : Empoussièrement

Art 8.1 - Plan de surveillance

L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan de surveillance comprend des stations de mesure par jauges :

- au moins 1 station témoin correspondant au lieu non impacté par l'exploitation de la carrière;
- des stations implantées à proximité immédiate des premières habitations situées à moins de 1500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation sous les vents dominants ;
- au moins 3 stations implantées en limite de site, sous les vents dominants.

Les stations de mesure sont implantées de façon à être représentatives des émissions de la carrière.

La ou les jauges témoins sont implantées de manière à prendre en compte les émissions des autres exploitations proches du site.

Les conditions météorologiques sont définies soit par la mise en place d'une station météo sur site, soit par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploité par un fournisseur de services météorologiques.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois pendant la période d'exploitation. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article 8.2 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue à l'article 8.2 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 8.3 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Art. 8.2 - Contrôles

Lors du contrôle des niveaux d'empoussièrement, l'échantillonnage est effectué de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les prélèvements et les essais sont réalisés de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences de l'alinéa précédent.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$.

Le seuil à ne pas dépasser est de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges de mesure de type b installées du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Art. 8.3 - Bilan annuel

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Art. 9 : Les montants de garanties financières visés à l'article 27-1 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2016 susvisé sont modifiés comme suit :

Phase	Montant des garanties financières (en €)
II (2021-2026)	640936
III (2026- 2031)	528160
IV (2031-2036)	477084

Ces montants sont calculés en prenant en compte l'indice TP01 du mois de novembre 2024 et doivent être réactualisés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Art. 10 : Les travaux de décapage sont effectués en dehors des périodes de reproduction de l'avifaune, soit en dehors de la période allant du 1er mars au 31 août.

Art. 11 : Les impacts attendus sur les puits agricoles en aval de l'exploitation font l'objet de compensations (creusement d'un nouveau puits, accès au lac d'extraction pour pompage,...) définies entre l'agriculteur, l'exploitant et le service économie agricole de la DDT. Ces mesures de compensation sont mises en œuvre et justifiées avant que l'exploitation de l'extension de la carrière autorisée par le présent arrêté ne soit débutée.

Art. 12 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 13 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes ou leurs groupements intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien www.telerecours.fr, dans les cas et conditions prévus à l'article R. 414-6 du code de la justice administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 14 : Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeurera déposée en mairie de CARBONNE et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans la mairie de CARBONNE pendant une durée minimale d'un mois. Le maire fera connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 15 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, le chef du service départemental de la Haute-Garonne de l'Office Français de la Biodiversité et le maire de CARBONNE sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GRANULATS VICAT.

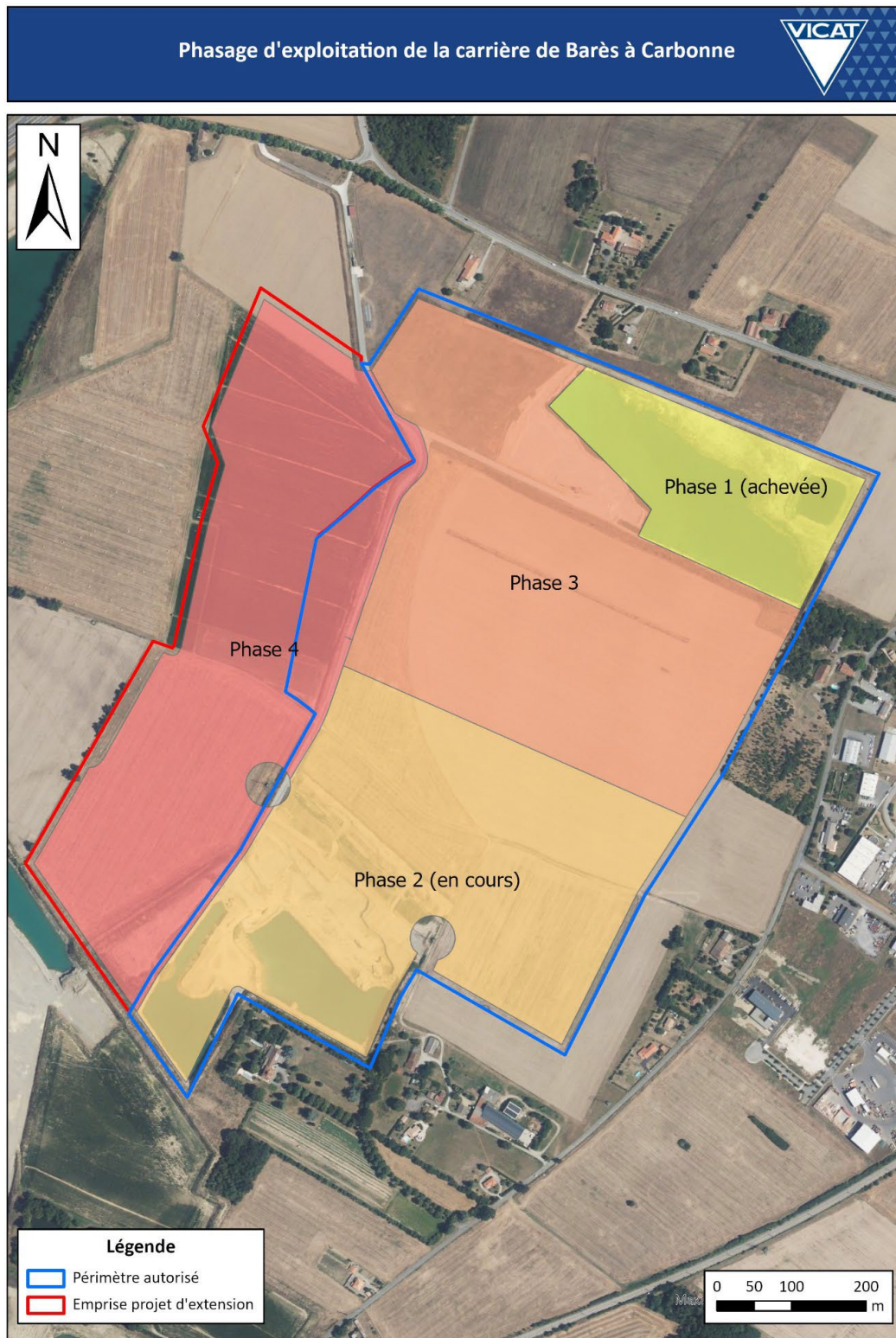
Fait à Toulouse, le 13 mai 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,

Baptiste MANDARD /

Annexes

Annexe 1 : Phasage d'exploitation





Annexe 3 : Liste des espèces protégées

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Objet de la dérogation			
Avifaune 17 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Burhinus oedicephalus</i>	Oedicneme criard		X	X	X
<i>Elanus caeruleus</i>	Elanion blanc		X	X	X
<i>Milvus migrans</i>	Milan noir		X	X	X
<i>Falco subbuteo</i>	Faucon hobereau		X	X	X
<i>Emberiza calandra</i>	Bruant proyer		X	X	X
<i>Carduelis carduelis</i>	Chardonneret élégant		X	X	X
<i>Sylvia communis</i>	Fauvette grisette		X	X	X
<i>Passer domesticus</i>	Moineau domestique		X	X	X
<i>Saxicola rubicola</i>	Tarier pâtre		X	X	X
<i>Motacilla flava</i>	Bergeronnette printanière		X	X	X
<i>Picus viridis</i>	Pic vert		X	X	X
<i>Streptopelia turtur</i>	Tourterelle des bois		X	X	X
<i>Phylloscopus collybita</i>	Pouillot véloce		X	X	X
<i>Luscinia megarhynchos</i>	Rossignol philomèle		X	X	X
<i>Sylvia atricapilla</i>	Fauvette à tête noire		X	X	X
<i>Erithacus rubecula</i>	Rougegorge familier		X	X	X
<i>Parus major</i>	Mésange charbonnière		X	X	X
Amphibien 2 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Pelophylax sp.</i>	Grenouille verte		X	X	

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Objet de la dérogation			
<i>Bufo spinosus</i>	Crapaud épineux		X	X	
Reptile 4 espèces		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Podarcis muralis</i>	Lézard des murailles		X	X	X
<i>Lacerta bilineata</i>	Lézard à deux raies		X	X	X
<i>Hierophis viridiflavus</i>	Couleuvre verte et jaune		X	X	
<i>Natrix helvetica</i>	Couleuvre helvétique		X	X	
Mammifère terrestre 1 espèce		Capture ou enlèvement	Destruction d'individus	Perturbation intentionnelle	Destruction, altération, dégradation aire de repos et/ou site de reproduction
<i>Erinaceus europaeus</i>	Hérisson d'Europe		X	X	

Tableau des mesures d'évitement :

ME1 – Évitement des alignements d'arbres

Objectif(s) :

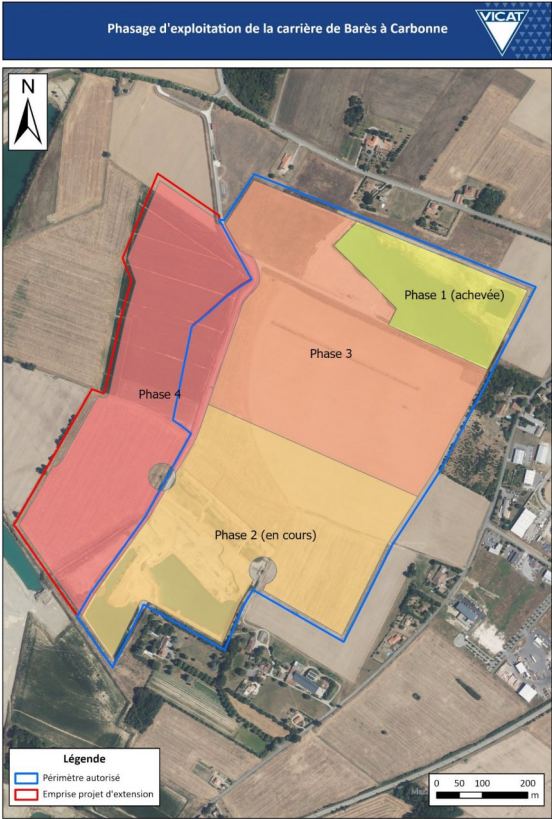
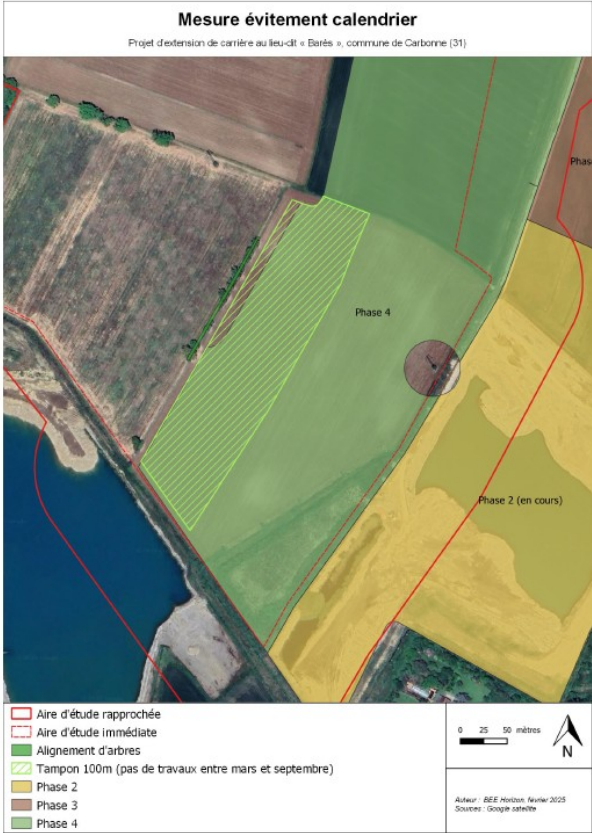
Conserver l'intégrité du Grand Capricorne et limiter le dérangement de l'avifaune présente dans l'emprise des travaux, à proximité de l'alignement de chênes.

Localisation :



Calendrier :	<p>En phase de conception et de préparation du chantier de la phase 4, il conviendra de délimiter précisément et de manière pérenne la zone à ne pas dépasser.</p> <p>En phase exploitation de la phase 4, il conviendra de contrôler que les balisages sont bien visibles et que les limites sont respectées.</p>
Description :	<p>Afin d'éviter toute atteinte au Grand Capricorne et à son habitat, et dans l'optique de limiter le dérangement pour l'avifaune, notamment les alignements de chênes, il conviendra de conserver une bande non exploitée d'environ une fois et demie le diamètre du houppier (soit environ 20 m) afin de préserver au mieux le système racinaire.</p> <p>Cette délimitation devra être adaptée sur place avant le démarrage des travaux de la phase 4.</p>
Suivi de la mesure :	Mise en place d'une surveillance visuelle par un écologue-botaniste à fréquence annuelle sur les 2 premières années de la phase 4 afin de prévenir l'installation de nouveau foyer et accompagner le maître d'ouvrage dans la restauration d'un milieu fonctionnel.
Mesures liées :	Mesure R1 : Adaptation de la période des travaux sur l'année

Tableau des mesures de réduction :

MR1 - Adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces	
Objectif(s) :	<p>Il s'agit principalement de réduire au maximum la destruction d'individus d'espèces animales et végétales protégées en adaptant le calendrier des travaux à leur phénologie.</p> <p>Cette mesure s'applique sur tous les aménagements concernés par l'exploitation de la carrière (débroussaillage, exploitation et réaménagement...).</p>
Localisation :	<p>La mesure s'applique aux phases 2, 3 et 4. Un plan de phasage est présenté en figure suivante.</p> <div><div><p>Phasage d'exploitation de la carrière de Barès à Carbonne</p><p>Légende</p><ul style="list-style-type: none">Périmètre autoriséEmprise projet d'extension</div><div><p>Mesure évitement calendrier</p><p>Projet d'extension de carrière au lieu-dit « Barès », commune de Carbonne (31)</p><p>Légende</p><ul style="list-style-type: none">Aire d'étude rapprochéeAire d'étude immédiateAlignement d'arbresTampon 100m (pas de travaux entre mars et septembre)Phase 2Phase 3Phase 4</div></div>

Une attention particulière est portée en phase 4 dans un rayon de 100 m de l'alignement des chênes.

Les travaux de terrassement qui sont entrepris sont susceptibles d'occasionner la destruction d'individus de reptiles protégés et d'oiseaux nicheurs protégés.

Pour les phases 2, 3, 4 (hors zone tampon de quiétude de 100 m de l'alignement de chênes) : le décapage est réalisé en dehors de la période de plus forte sensibilité des reptiles et des oiseaux. Il sera ainsi réalisé entre le 1^{er} octobre et mi-décembre. En effet, les reptiles ont terminé leur phase de reproduction mais ne sont pas encore entrés en léthargie et peuvent fuir en cas de dérangement. L'extraction pourra se dérouler tout au long de l'année sous réserve de débiter les travaux avant que la saison de reproduction ne débute soit avant mi-février ;

DECAPAGE (octobre à novembre)											
EXTRACTION (toute l'année sous réserve d'avoir débutée en février)											
J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
V	V	V	V	V	V	V	V	V	X V	X V	X V

X : période favorable pour le décapage

V : période favorable pour l'extraction

Calendrier : En vert foncé période optimale

une partie de la phase 4 dans un rayon de 100 m de l'alignement d'arbres : l'extraction devra se dérouler entre le 1^{er} octobre et fin février, afin de permettre une certaine quiétude à l'avifaune nicheuse des grands arbres.

DECAPAGE (octobre à novembre)											
EXTRACTION (octobre à février)											
J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
V	V	V	V						X V	X V	X V

X : période favorable pour le décapage et l'extraction

V : période favorable pour l'extraction

	<p>L'exploitation aura lieu par phase quinquennale. Durant chaque phase, une surface définie est exploitée, laissant le reste de la surface du site disponible pour le maintien de l'exploitation agricole et donc des espèces associées notamment l'Œdicnème criard. De plus, les parcelles déjà exploitées sont remblayées et remises en état à l'avancement.</p> <p>Si tous les travaux ne peuvent pas être réalisés en même temps, une fois le décapage effectué, la végétation qui pourrait repartir sur les futures emprises sera aussitôt enlevée afin d'éviter la création d'habitats de nouveau favorables à l'installation d'individus.</p>
Description :	Les travaux de décapage et d'extraction qui seront entrepris sont susceptibles d'occasionner la destruction d'individus de reptiles protégés et d'oiseaux nicheurs protégés. Ainsi une adaptation de la période de travaux sur l'année.
Suivi de la mesure :	Accompagnement du maître d'ouvrage en phase exploitation
Mesures liées :	/

MR2 – Gestion des espèces invasives

Objectif(s) :

Éviter l'expansion des espèces végétales exotiques envahissantes sur le site après sa remise en état et vers des sites extérieurs

Localisation :

Ensemble du projet initial + extension

Calendrier :

Fréquence pluriannuelle lors des 2 premières années (mai/juin et août/septembre) : favoriser l'implantation d'un couvert vivace et/ou des plantations

Fréquence annuelle ensuite (juin) : maintenir la végétation herbacée vivace et éviter la colonisation par des espèces invasives ligneuses.

Mois d'intervention :

TRAITEMENT DE LA VEGETATION											
J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
				X V	X V	V		X X			

X : période favorable les 2 premières années

V : période favorable ensuite

Vert foncé, les périodes les plus favorables

Description :

En phase de préparation du chantier, il conviendra de :

- Etablir un plan de gestion du chantier : définir des pistes pour les véhicules, utiliser des engins nettoyés avant entrée/sortie des véhicules, adapter calendrier de travaux annuel (éviter de laisser des terres à nu au printemps et en été) et sur toute la durée du comblement (ensemencer les zones définitivement combler).

En phase chantier, il conviendra de :

- Traiter la terre végétale stockée provisoirement en attendant le réaménagement du site ;
- Replanter ou réensemencer le plus rapidement possible (favoriser les périodes automnales et printanières pour maximiser la reprise) avec des espèces locales adaptés au climat et au sol les zones de chantier achevées ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Nettoyer tout matériel entrant en contact avec les espèces invasives (godets, griffes de pelleteuses, pneus, chenilles, etc.) avant leur sortie du site, et à la fin du chantier ; • Faucher/Broyer la végétation des zones en herbe sur le site avant la montée en graine des espèces invasives (soit en mai/juin, puis août/septembre) ; • Minimiser la production de fragment de racines et de tiges des espèces invasives et n'en laisser aucun dans la nature. Ramasser l'ensemble des résidus et les évacuer vers les filières adaptées. <p>En phase d'exploitation, il conviendra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faucher/broyer la végétation deux fois par an (mai/juin et août/septembre) sur les 2 premières années après ensemencement (ou entre les plantations) afin d'éviter la montée en graines des taxons invasifs annuels et favoriser le développement des espèces vivaces semées/plantées ; • Mettre en place une surveillance visuelle par un écologue-botaniste sur les 2 premières années afin de prévenir l'installation de nouveau foyer et accompagner le maître d'ouvrage dans la restauration d'un milieu fonctionnel ; • Faucher/broyer la végétation annuellement ensuite afin d'éviter la colonisation par des espèces invasives ligneuses dans le cas de milieux ouverts.
Suivi de la mesure :	Accompagnement du maître d'ouvrage
Mesures liées :	/

MR3 – Protection des nichées d’Oedicnème criard	
Objectif(s) :	Conserver l’intégrité de la population d’Oedicnème criard présente dans l’emprise travaux en phase 4.
Localisation :	Ensemble de la zone d’extraction autorisée ainsi que la zone d’extension.
Calendrier :	Un contrôle des surfaces mises à nu, réalisé deux fois par an et en période favorable par un écologue, devra être effectué. Les nids repérés devront être protégés (de fin mars à fin septembre).
Description :	<p>L’habitat favorable identifié pour l’Oedicnème criard concerne majoritairement la phase 4. Toutefois, l’espèce pourrait potentiellement nicher sur l’ensemble de la zone d’extraction accordée ainsi que sur la zone d’extension.</p> <p>Il conviendra ainsi de mettre en place une protection des nichées situées dans des secteurs à risques. En effet, après décapage, des individus pourraient venir nicher dans les secteurs mis à nus.</p> <p>Ainsi, les nichées localisées dans des zones en cours d’extraction doivent être protégées du risque de destruction. Lors de la découverte de la nichée, un périmètre de protection sera mis en place autour de celle-ci. Une concertation avec le responsable de la zone devra être menée afin de définir le périmètre de protection.</p> <p>Un jalonnement du nid est mis en place par l’installation d’un jalon à 5 m en amont et en aval du nid.</p>
Suivi de la mesure :	Accompagnement du maître d’ouvrage en phase exploitation
Mesures liées :	/

MR4 – Création d'hibernaculum pour les lézards et ophidiens

Objectif(s) : Attirer les individus en périphérie du site. A

Localisation : Un total de 2 hibernaculum est mis en place en périphérie de chaque phase dans l'optique de proposer des zones refuges aux reptiles potentiellement présents.

Calendrier : Création à l'avancée de la réalisation des phases lors de leur décapage

Description :

Mise en place de 2 hibernaculum en périphérie de chaque phase.

A l'aide des rémanents du chantier (amas de branchages, troncs d'arbres, pierres, terre, feuilles mortes...), aux abords des lisières mais également au sein de la zone projet, seront aménagées des « gîtes ».

Cette mesure a pour objectif principal d'assurer la pérennité des populations des espèces présentes au sein de l'aire d'emprise.

Suivi de la mesure : Accompagnement du maître d'ouvrage en phase exploitation

Mesures liées : /

MR5 – Modalités de réaménagement du site et aménagement d’une zone de quiétude

Objectif(s) : Les mesures consisteront essentiellement à limiter au maximum l’impact des travaux sur le milieu en procédant dans les plus brefs délais à la remise en état des terrains exploités.

Localisation :



Calendrier :	Réaménagement du site : à l'avancée, tout au long de l'exploitation Gestion des espaces recréés : 1 ^{er} septembre à fin février
Description :	<p>Modalités d'exploitation :</p> <p>Les opérations de décapage sont réalisées au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation, de manière à conserver en l'état et le plus longtemps possible la faune et la flore sur le site. La fauche doit être centrifuge : du centre vers l'extérieur pour éviter de piéger des individus.</p> <div data-bbox="916 443 1536 751" data-label="Image"> </div> <p>Modalités de réaménagement :</p> <p>Plusieurs mesures lors de la création des lacs favoriseront la colonisation du milieu par des espèces vivant dans un milieu aquatique ou sur les berges d'un plan d'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • aménagement des berges et de la morphologie du plan d'eau avec la création de hauts fonds : favorable à la végétation hydrophile et à certaines espèces aquatiques, en particulier aux batraciens, • l'alternance de berges enherbées en pente douce et à pente plus accentuée favorisera la diversité morphologique du milieu. <p>Enfin, des arbres issus de la marque végétal local seront plantés tout autour du lac dans l'optique de recréer une mosaïque de milieux boisés et arbustifs.</p>

	<p>Enfin, les zones dites « écologiques » sontensemencées avec des semences issus du label végétal local et aucun traitement phytosanitaire ne sera employé pour son entretien.</p> <p>Une fauche manuelle ou mécanique est réalisée 2 fois par an en dehors de la période de plus forte sensibilité écologique. C'est-à-dire entre le 1^{er} septembre et fin février.</p> <p>Par ailleurs, 22 ha seront restitués à l'agriculture et aux espèces des milieux ouverts.</p>
Suivi de la mesure :	Accompagnement du maître d'ouvrage en phase exploitation
Mesures liées :	/


Tableau des mesures d'accompagnement :

MA1 – Accompagnement écologique en phase travaux	
Objectif(s) :	Formation du personnel Contrôle du respect des emprises et du respect de l'ensemble des mesures
Localisation :	Ensemble de la zone d'emprise du projet
Calendrier :	Pendant toute la durée des travaux. Annuel. Espacement possible si les mesures sont efficaces et correctement réalisées
Description :	<p>Afin de limiter les impacts du projet sur les espèces protégées et leurs habitats durant la phase de travaux, un accompagnement écologique sera mis en place sur l'ensemble des secteurs concernés par les interventions.</p> <p>Cet accompagnement sera assuré par un écologue compétent, désigné par le maître d'ouvrage, et interviendra en amont et pendant les travaux, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des équipes de chantier aux enjeux écologiques du site, aux espèces protégées susceptibles d'être présentes et aux mesures environnementales à respecter ; • Rappel des prescriptions environnementales applicables, notamment celles relatives aux zones à éviter, aux périodes sensibles et aux procédures à suivre en cas de découverte fortuite d'individus ou d'habitats d'espèces protégées ; • Vérification de la bonne mise en place des mesures d'évitement et de réduction prévues (balisage, mise en défens, zones tampons, etc.) ; • Présence régulière de l'écologue lors des phases à enjeux, afin de veiller au respect des prescriptions environnementales et d'adapter, le cas échéant, l'organisation du chantier ; • Suivi des interventions susceptibles d'avoir un impact sur les espèces protégées ou leurs habitats • Mise en œuvre de mesures correctives immédiates en cas de risque avéré pour la biodiversité ;
Suivi de la mesure :	À l'issue des travaux, un compte rendu de l'accompagnement écologique sera établi et transmis aux services de l'État. Il précisera les interventions réalisées, les observations effectuées, les éventuelles difficultés rencontrées et les mesures correctives mises en œuvre.
Mesures liées :	Ensemble des mesures ERC

Tableau des mesures de suivi :

MS1 – Suivi des populations d’Oedicnème criard et des rapaces	
Objectif(s) :	Assurer le suivi de l’état des populations d’Oedicnème criard et des rapaces présents sur le site et à proximité du projet, afin d’évaluer les effets du projet sur ces espèces, de vérifier l’efficacité des mesures mises en œuvre et, le cas échéant, d’adapter les modalités de gestion ou d’exploitation.
Localisation :	Zones agricoles, haies et site de reproduction aménagé pour l’Oedicnème
Calendrier :	Période de reproduction de la majorité des espèces : avril à juin (2 sessions)
Description :	<p>Le suivi sera confié à un écologue compétent et comprendra notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des prospections ciblées permettant d’identifier la présence des individus, des couples nicheurs et des sites de reproduction ; • Le recensement des territoires occupés et, le cas échéant, le suivi du succès reproducteur ; • L’observation des comportements (alimentation, déplacements, dérangement éventuel lié aux activités du site) ; • L’analyse de l’évolution des effectifs et de l’occupation des habitats au regard des phases du projet. • Recherche des indices de reproduction des oiseaux à enjeu après remise en état du site. <p>Années n+1, n+2, n+3, n+5, n+7, n+8, n+11, n+15, n+25</p>
Suivi de la mesure :	<p>Bilan des résultats du suivi sera établi et transmis aux services de l’État après chaque année de suivi.</p> <p>Ce bilan précisera les méthodes employées, les résultats obtenus, l’analyse des tendances observées et, le cas échéant, les recommandations visant à ajuster les mesures de gestion ou d’exploitation.</p>
Mesures liées :	Ensemble des mesures ERC

Tableau des mesures de compensation :

MC1 - Mise en place d'une bande de nidification favorable à l'œdicnème criard	
Objectif(s) :	Créer une bande de nidification favorable à l'œdicnème criard.
Localisation :	<div>Zone sud-ouest du site</div> <div><p>The map shows a landscape restoration plan for the Barès quarry. It features a central lake (Lac) with surrounding wetlands (Zones de hauts-fonds) and agricultural land (Terrain agricole). A designated nesting band for the Oedicnème Criard is highlighted in grey. The plan includes various recreational and ecological features like paths (Chemins), sandy beaches (Plage de sable), picnic tables (Tables à pique-nique), children's play areas (Jeux pour enfants), observatories (Observatoires), trees (Arbres), a pontoon (Ponton), and a picnic and play area (Aire de pique-nique et de jeux). A scale bar indicates distances up to 200 meters, and a north arrow is present.</p></div>

Calendrier :	Réalisation en période hivernale Entretien : un passage en fin d'hiver et un passage en automne.
Description :	<p>Le plan de réhabilitation devra intégrer pour le couple identifié dans la zone d'extension, la création d'une bande de 5 000 m² aménagée en pelouse steppique fonctionnelle par l'absence de haie, de chemins, de voirie à moins de 100 m de distance au sein d'une zone agricole restaurée de 22 ha :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compactage à la mise en place et entretien annuel (coupe rase avec export) avec deux passages, un fin février et un début septembre) de cette parcelle pour éviter la colonisation de la végétation et notamment des ligneux. <p>Tous les 3 à 5 ans (en fonction des résultats des suivis écologiques) un travail superficiel du sol est réalisé afin de limiter la colonisation de l'herbe et l'accumulation de litière : opération à réaliser par le passage répété d'une herse (avec tracteur) ; la végétation rémanente sera récupérée en bout de champs et exportée.</p>
Modalité de maîtrise foncière :	Site en propriété VICAT
Suivi de la mesure et contrôle :	Accompagnement du maître d'ouvrage en phase exploitation
Mesure liées :	/

MC2 - Mesure compensatoire pour les rapaces et oiseaux arboricoles, *Cerambyx cerdo*, chauve-souris

Objectif(s) :

Créer un habitat favorable aux rapaces et oiseaux arboricoles, *Cerambyx cerdo*, chauve-souris avec la mise en place d'une haie arborée.

Localisation :

Zone sud-ouest du site



Calendrier :	Novembre/décembre : <ul style="list-style-type: none"> • creusement à la pelle mécanique et apport de terre végétale si besoin ; • pose du paillage pour préparer le sol en amont de la plantation en fonction du paillage envisagé (Paille en botte cubique, copeaux de bois, Dalles ou autres paillages individualisé...) ou après la plantation (Paille en rouleaux ou films ou feutres biodégradables) ; • plantation.
Description :	L'alignement d'arbres va être renforcé et prolongé par la plantation d'espèces locales (Chêne pédonculé, associé à des arbustes tels que Cornouiller sanguin, Aubépinier, Prunellier, Pruniers, Orme champêtre, Merisier...) Plantation de 300 ml dont 30 Chênes environ et 270 autres arbres ou arbustes.
Modalité de maîtrise foncière :	Site en propriété VICAT
Suivi de la mesure et contrôle :	Accompagnement du maître d'ouvrage en phase exploitation
Mesures liées :	/